



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°438 (18 JANVIER 2026)

MERCOSUR ET IRAN

DE QUOI LE MERCOSUR EST-IL DEVENU LE SYMBOLE ?

Introduction

Philippe Meyer :

Après plus de vingt-six ans de négociations, l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et quatre pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay) a été approuvé à Bruxelles par les États membres de l'UE à la majorité qualifiée, le 9 janvier. La France s'y est opposée, avec la Pologne, la Hongrie, l'Autriche et l'Irlande. La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a paraphé samedi le traité au Paraguay. L'accord Mercosur, n'est pas un accord agricole mais un accord global où l'UE a beaucoup à gagner dans le secteur des biens industriels et des services actuellement très protégé, tandis que certains pays craignent la concurrence dans les domaines agricoles les plus sensibles de l'UE : le bœuf, la volaille et le sucre.

Le débat franco-français sur le Mercosur reflète des intérêts divergents et s'inscrit dans une crise plus large de l'agriculture française. Parmi les pro-Mercosur la filière des vins et des spiritueux, l'un des piliers de la puissance française agricole à l'export avec 15,6 milliards d'euros expédiés en 2024. Avec eux, les producteurs et industriels du lait, qui trouvent des avantages à l'accord. En tête des adversaires, les éleveurs de bovins, de volaille et les betteraviers. Première puissance agricole de l'UE, la France est enlisée dans une « *colère des agriculteurs* » qui revient par vagues incessantes. Pourtant, l'International Trade Center indique qu'« *en 2024, la France a exporté 7 milliards d'euros de marchandises vers les pays du Mercosur, soit environ 1,2% des exportations totales, et a importé un peu plus de 3 milliards d'euros de marchandises, soit*

environ 0,5% des importations totales. » Toutefois, si l'impact macroéconomique de ce traité avec le Mercosur ne devrait pas peser très fort, il est éminemment symbolique.

Pour Jean-Luc Demarty, ancien Directeur général du Commerce extérieur de la Commission européenne, « *en réalité le Mercosur est devenu le bouc émissaire des problèmes de compétitivité de l'agriculture française, qui se jouent essentiellement à l'intérieur de l'UE. Entre 2010 et 2024* », constate-t-il, « *le revenu agricole ne progresse que de 15% en France contre 77% en moyenne européenne, 170% en Italie, 86% en Pologne et 79% en Espagne.* » Selon lui, les chiffres montrent sans ambiguïté que « *cette situation est imputable à la politique agricole et économique nationale, du Grenelle de l'environnement de Nicolas Sarkozy à l'agroécologie de François Hollande poursuivie souvent en pire par Emmanuel Macron* ». Excès de normes, surtransposition de normes européennes souvent déjà excessives, bureaucratie, impossibilité de construire ou d'agrandir des bâtiments d'élevage, fiscalité plus élevée, priorité aux exploitations trop petites et limitation de leur taille, coût du travail en particulier pour les fruits et l'abattage, sont en cause.

Dans un monde où Donald Trump se retire de 66 organisations internationales et déclenche une guerre commerciale avec le reste du globe, l'alliance euro-sud-américaine prend une importance géopolitique cruciale.

Kontildondit

Antoine Foucher :

La première question à se poser est de savoir si l'hystérie du débat franco-français tient au contenu de l'accord. Rien, en réalité, ne permet de dire honnêtement qu'e celui-ci menace la souveraineté alimentaire française. Les quotas prévus par le traité s'appliqueront avec des droits de douane rabaissés sur seulement 1,5 % de la consommation européenne. Il faut une bonne dose de mauvaise foi pour y voir une remise en cause de l'indépendance alimentaire du pays.

Ce n'est donc pas le contenu. Vous avez rappelé que la France est la première puissance agricole de l'Union européenne. C'est de moins en moins vrai, et cela pourrait ne plus l'être une fois connus les chiffres de 2025. Nous étions le deuxième exportateur mondial, nous sommes devenus le sixième, et le « *made in France* » agricole couvre de moins en moins la consommation française : 80% il y a cinquante ans, 70% au début du XXIème siècle, 60% aujourd'hui selon l'INSEE. Depuis le début du XXIème siècle, tous les produits agroalimentaires, à l'exception du vin et des céréales, voient leur balance commerciale se dégrader. On importe davantage, on exporte moins. Sur la volaille, qui focalise l'attention, les chiffres de l'INSEE sont frappants : en vingt ans, les exportations ont été divisées par deux, les importations multipliées par huit. Aujourd'hui, un poulet sur deux consommé en France n'est pas produit en France. Avec ces ordres de grandeur en tête, on voit que si l'accord ne peut être taxé de menacer la souveraineté alimentaire (puisque il ne porte que sur 1,5%), le déclin agricole français depuis vingt ans peut nourrir l'idée que c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, un coup de poignard de plus, ou une lâcheté politique supplémentaire, face à un mouvement interne à l'Union européenne qui rend de plus en plus difficile de produire et d'exporter depuis la France.

Une fois pris en compte les deux points de vue, que peut-on dire ? Le Mercosur

n'est en rien une menace, mais la colère des agriculteurs est tout à fait légitime. Elle l'est parce que nous demandons aux agriculteurs de produire et de commerçer dans un monde de plus en plus ouvert, particulièrement dans l'Union européenne, mais sans le même coût du travail, sans les mêmes normes et sans les mêmes contraintes d'exportation. On leur demande l'impossible et on se défausse sur eux de nos contradictions. Celles-ci viennent aussi du politique, avec des normes posées pour des raisons de coalition et d'enjeux écologiques. Pourquoi pas ? Mais on ne peut pas exiger les normes les plus écologiques, le coût du travail le plus élevé *et la compétitivité*. C'est contradictoire. Si l'on demande des normes écologiques très élevées, il faut soit compenser financièrement, donc subventionner, soit accepter des produits plus chers, donc perdre des parts de marché, comme depuis vingt ans.

De quoi le Mercosur est-il le symbole ? De nos contradictions et de nos hypocrisies. Les agriculteurs français ne sont ni moins travailleurs ni moins organisés que les autres. Leurs exploitations ne sont pas plus petites que la moyenne européenne. Simplement, nous leur imposons davantage de contraintes tout en leur demandant d'être compétitifs dans un marché ouvert. C'est impossible. Il faut choisir : moins de contraintes et un coût du travail différent pour la compétitivité, ou bien une compensation financière, donc une alimentation plus chère, pour défendre nos agriculteurs. C'est le symbole du divorce entre une partie du pays et le monde agricole. Et l'on peut à la fois juger risible l'attitude française au niveau européen — non justifiée par le contenu de l'accord — et comprendre profondément la colère des agriculteurs laissés pour compte depuis vingt ans.

Nicole Gnesotto :

L'opposition nationale au Mercosur est devenue une sorte de nouvelle Marianne, notre drapeau tricolore, une unité nationale retrouvée alors que nous nous disputons sur tout. Il faudrait presque remercier le Mercosur d'avoir recréé une

forme de nation contre quelque chose. Qu'est-ce que cela traduit ? D'abord une inquiétude française très générale. Les sondages montrent que plus de 80% des Français soutiennent le mouvement des paysans contre le Mercosur. Beaucoup considèrent que le monde agricole, et notamment les paysans, sont en première ligne d'une paupérisation inévitable, liée aux conditions du marché agricole et agroalimentaire mondial. S'il existe un domaine où le déclassement social est visible en France, c'est l'agriculture, avec ce chiffre où le revenu agricole augmentait de 65% entre 1993 et 2000, puis seulement de 15% depuis les années 2000.

Il y a donc une anticipation du reste de la population d'un risque similaire de paupérisation dans d'autres secteurs économiques : le textile, l'automobile, les services, ou ceux qui peuvent perdre leur emploi à cause de l'intelligence artificielle. Le soutien aux paysans manifeste une peur d'un déclassement des classes moyennes françaises.

Deuxième point : le refus du monde tel qu'il est. Ce n'est pas du déni, comme le dit Demarty dans son très bon papier. Les Français ne sont pas stupides. Ils savent qu'on vit plus longtemps, donc qu'il faudrait changer l'âge de la retraite. Ils savent que le marché est mondialisé, donc qu'on ne reviendra pas aux Trente Glorieuses. Ils ne sont pas idiots, simplement ils ne *veulent* pas de ce monde. L'opposition au Mercosur est le dernier baroud d'honneur d'une France qui dit non : non à la retraite, non aux réformes structurelles, non à tout, au grand étonnement de nos partenaires. Reste le débat : est-ce le signe d'un déclin inévitable, d'un déclassement, d'une disparition de la puissance française dans l'ensemble européen et mondial, comme le soutient parfois notre ami Nicolas Baverez ? Ou au contraire le signe d'une capacité française à la révolte, à la résistance ?

Je voudrais croire que le débat est ouvert. Le monde qu'on nous demande d'accepter comme inévitable — fatalité libérale des grands marchés, intelligence artificielle que personne ne contrôle, ouverture au monde, dépendance à

l'Amérique — n'est pas forcément un monde enviable ni aimable pour les jeunes générations. L'opposition française au Mercosur est peut-être absurde, dérisoire, sans doute inutile, mais certainement pas ridicule. Elle montre qu'il est possible en Europe de vouloir autre chose que ce monde complètement fou dans lequel on nous installe.

Marc-Olivier Padis :

Antoine et Nicole ont évoqué la quasi-unanimité française dans le rejet du Mercosur. Je vais briser cette unanimité et adopter un point de vue un peu différent. D'abord, il faut rappeler que si l'agriculture cristallise le rejet du texte, l'accord ne concerne que très marginalement ce secteur. C'est un accord global portant aussi sur l'industrie, les services, etc.

Si l'on prend le sujet dans cette perspective, la singularité française tient beaucoup à la situation de notre système productif. Par rapport à nos voisins européens, plus favorables à l'accord, notre système a moins d'atouts pour en profiter. Premièrement, la France s'est fortement désindustrialisée et les opportunités d'exportation industrielle sont moins intéressantes. Deuxièmement, notre économie est beaucoup plus orientée vers les services. Troisièmement, les multinationales françaises ont déjà beaucoup investi *directement* au Brésil et en Argentine. Renault et Stellantis y produisent déjà des automobiles, là où l'automobile allemande espère exporter davantage. De même, Alstom est présent au Brésil, et dans les services Français nous sommes très implantés : Carrefour, ENGIE, Veolia, Edenred, la RATP, la CMA-CGM. Ces entreprises étant déjà sur ces marchés, l'abaissement des droits de douane ne change pas grand-chose pour elles. Elles ne se mobilisent donc pas pour cet accord. La balance des avantages et des inconvénients n'est pas la même pour la France que pour les autres pays européens.

Pour les avantages, il faut rappeler plusieurs éléments. D'abord, l'accord constitue une affirmation géopolitique de l'Europe comme acteur commercial

majeur capable de structurer les échanges avec un grand ensemble sud-américain. Ensuite, c'est une manière de contrer l'offensive de Trump sur les droits de douane : s'il renonce au commerce international, l'Europe continue et ouvre d'autres canaux. Enfin, l'accord sécurise des approvisionnements en matériaux critiques indispensables à la transition écologique et à la révolution numérique.

Sur l'agriculture, les chiffres donnés par Antoine rappellent la réalité des proportions. Il faut ajouter que le monde agricole est divisé et que l'on entend surtout une partie du secteur. Les gros secteurs exportateurs — vins, spiritueux, lait et laitages — restent silencieux et ne défendent pas beaucoup les petits producteurs ou les éleveurs de viande plus inquiets. Tout le monde veut défendre les agriculteurs, leur rôle dans le paysage, etc. Mais il faut rappeler qu'ils sont déjà subventionnés par la PAC (et c'est très bien ainsi). Deuxièmement, le système de production agricole a des impacts négatifs, dont les agriculteurs eux-mêmes sont les premières victimes. Dans le monde viticole, le nombre de cancers est très élevé. Dire qu'il faut des normes, ce n'est pas monstrueux, c'est protéger la santé des agriculteurs et des consommateurs. On souhaite aussi une agriculture qui ne détruise pas les populations d'oiseaux, etc. Je ne vois pas où serait l'hypocrisie.

Nous avons beaucoup de sympathie et d'inquiétude pour les petits éleveurs, mais il y a un système qu'il faut remettre en cause. Les pouvoirs publics doivent accompagner les transitions, mais on ne peut pas renoncer à tout. La France a dû constater sa minorité au niveau européen et son incapacité à renverser la situation. Je pense qu'il vaut mieux essuyer une défaite que se tirer une balle dans le pied. C'est la situation actuelle.

Michaela Wiegel :

Pour rester dans l'image, je crois que la France a accepté une défaite *et* s'est tirée une balle dans le pied. J'ai l'honneur, en quelque sorte, de poser un regard

allemand sur ce débat, et il me semble remarquable que sur un sujet aussi essentiel, la France et l'Allemagne — alors même que la relation entre le président français et le chancelier allemand s'est objectivement améliorée — ne trouvent pas de terrain d'entente, et que la France vote non aux côtés de la Hongrie, sans que cela ait la moindre conséquence dans le processus européen. Si l'on se demande de quoi le Mercosur est le symptôme, c'est aussi celui d'une stratégie française au sein de l'Europe qui, pour le dire poliment, n'est pas constructive. Il ne faut pas caricaturer : ce traité a été voulu par les industriels européens qui cherchaient à diversifier leurs marchés. Les négociations ont duré plus de vingt-cinq ans (principalement en raison des pays d'Amérique latine et non du côté européen). Il n'est pas exact que les industriels français n'auraient rien à gagner. Les constructeurs automobiles allemands produisent déjà en Amérique latine, eux aussi, mais l'accès plus libre aux marchés et la diminution des barrières douanières demeurent très importants.

Les débats français révèlent aussi le peu de courage et de poids des industriels dans la discussion sur l'avenir économique du pays. On ne les a pas entendus ; on n'a pas davantage entendu le MEDEF. Cela interroge sur la place que l'imaginaire français accorde à l'agriculture, qui ne correspond absolument pas, si l'on regarde froidement les chiffres du PIB et de l'emploi, à la réalité de son poids. L'oubli de l'industrie et l'idée que la désindustrialisation française serait un état de fait intangible m'inquiètent, car cela signifierait qu'on renonce à toute stratégie visant à retrouver des emplois industriels, ce qui suppose justement de s'ouvrir de nouveaux marchés.

Il faut ajouter que la France est l'un des rares pays européens à avoir une vision géopolitique claire, qu'elle exprime souvent, et c'est tout à son honneur.

L'Allemagne est bien moins présente sur ce terrain. Mais je trouve catastrophique que la France, qui appelle à s'émanciper de la dépendance aux États-Unis, à la Chine, et à s'insérer dans un monde où toutes les règles sont reconfigurées, dise non à un accord qui permettait précisément de nouer une alliance avec des pays

directement exposés aux bouleversements introduits par le président Trump en Amérique du Nord.

Antoine Foucher :

Pour poursuivre la discussion et rebondir sur ce qu'a dit Nicole : est-ce que l'opposition française au Mercosur serait l'expression d'une alternative à la mondialisation, ou d'un refus de celle-ci, que la France proposerait ? Si c'était vrai, ce serait une excellente nouvelle, mais je n'y crois pas, pour la raison suivante : en matière d'opposition à la mondialisation, nous sommes peut-être des croyants, mais absolument pas des pratiquants.

Nous sommes l'un des peuples européens qui profitent le plus de la mondialisation. Nous sommes les plus ouverts aux importations industrielles, comme l'a montré le débat sur la Chine il y a quelques mois. Et nous avons la balance commerciale agricole qui se dégrade le plus des 27 depuis vingt ans. Cela signifie que depuis vingt ans, nous sommes le peuple européen qui *préfère* consommer des produits mondialisés plutôt que français. On pourrait multiplier les exemples : nous faisons des manifestations contre la mondialisation, et ensuite nous consommons mondial.

Sur ce qu'a dit Marc-Olivier, je suis d'accord : il faut concilier écologie et compétitivité agricole. Bien sûr, nous n'avons pas attendu ce matin pour subventionner, mais je ne parlais pas de la PAC. Je parlais du fait que la France a, et c'est à son honneur, les normes les plus exigeantes en matière de production agricole et les normes écologiques les plus strictes. Et par ailleurs, notre modèle de protection sociale implique un coût du travail parmi les plus élevés. Mais on ne peut pas, dans un marché ouvert, avoir plus de normes et un coût du travail plus élevé que ses compétiteurs. Ce n'est pas possible, pour n'importe quel pays. Cela implique *soit* une préférence nationale — accepter de payer plus cher — ce que nous ne faisons pas ; *soit* une compensation, c'est-à-dire des subventions nationales qui compensent nos normes, qu'il s'agisse de

protéger les oiseaux ou autre chose. Mais si nous exigeons davantage qu'ailleurs en Europe, il faut compenser, ou bien renoncer. On ne peut pas demander avec plus de contraintes et plus de coûts d'être *en même temps* compétitif.

Enfin, sur ce qu'a dit Michaela, il faut raison garder sur l'idée que l'Europe représenterait une alternative au modèle Trump de relèvement des droits de douane. Pour une question d'ordre de grandeur : ce n'est pas un accord qui va changer la face du commerce mondial. Le Mercosur est le dixième partenaire de l'Europe. Nous exportons vers le Mercosur deux fois moins que vers la seule Turquie. Peut-être est-ce symbolique, mais le commerce, c'est du business et des ordres de grandeur. Sur ce terrain-là, le Mercosur ne changera rien aux flux commerciaux mondiaux.

Nicole Gnesotto :

Je suis d'accord sur la responsabilité des administrations françaises, qui surenchérissent constamment sur les normes européennes et placent l'agriculture dans une sorte d'impasse. Il faut supprimer le surplus de normes que nous ajoutons aux normes européennes et militer pour que celles-ci soient un peu moins contraignantes.

Deuxième point, en réponse à Michaela. Je n'accepte pas l'argument, très bien façonné par la Commission et les partisans du Mercosur, selon lequel, à un moment où Trump devient un homme dangereux, il faudrait s'allier avec d'autres et ouvrir le marché européen aux pays du Mercosur, qui seraient pour la France un tremplin de puissance géopolitique. Je n'y crois pas. Pourquoi ? Parce que Trump ne cesse de dire, dans une sorte de nouvelle doctrine Monroe, que l'hémisphère américain lui appartient. Je ne vois donc pas comment utiliser l'argument du Mercosur comme réponse à l'emprise de Trump sur le commerce mondial, au moment même où Trump affirme que l'Amérique latine est sous emprise américaine. C'est contradictoire. À la limite, un accord avec l'Inde aurait du sens. Mais présenter le Mercosur comme alternative à la mainmise de Trump

sur le commerce mondial n'a, pour moi, aucun sens.

Marc-Olivier Padis :

Pour répondre à Antoine sur la question des coûts de production : quand vous achetez un kilo de pommes, combien revient au producteur ? Moins de 20%. Le reste, où va-t-il ? Il y a des acteurs du monde agricole dont on ne parle jamais : les coopératives agricoles et les centrales d'achat.

J'ai posé une fois la question à la précédente présidente de la FNSEA, quelqu'un de très éloquent et très vocal. Je lui ai demandé : entre le producteur et le consommateur, qui intervient exactement ? Et là, curieusement, elle est devenue aphone ...

Michaela Wiegel :

Je voulais répondre à l'argument de Nicole. Je ne pense pas qu'il faille considérer le Mercosur comme une alternative à la doctrine Monroe. En revanche, faut-il se soumettre d'office à cette doctrine au prétexte que Trump affirme que l'hémisphère américain lui appartient ? Doit-on se plier à cette vision ou, au contraire, chercher à l'infléchir ? Et le Mercosur est une façon, par exemple, d'intensifier le commerce avec le Brésil.

Cela répond aussi à ce qu'a dit Antoine : le commerce mondial n'est pas statique. L'Allemagne en sait quelque chose. Si l'on regarde l'évolution du commerce avec la Chine, elle a été faramineuse. On ne peut pas dire aujourd'hui que cela ne change rien.

Nicole a mentionné l'Inde. Sur ce point, le *non* français pèse lourdement sur les tentatives européennes de conclure d'autres accords de libre-échange, notamment avec l'Inde. Et lorsqu'on observe le psychodrame français autour du Mercosur, on se demande comment avancer avec cette France-là. Comment conclure de nouveaux accords ? C'est, selon moi, ce qu'il y a de plus néfaste

dans la situation actuelle. D'autant que le non français n'a aucun impact sur la mise en œuvre du Mercosur ...

QUI AUX CÔTÉS DE L'IRAN ?

Introduction

Philippe Meyer :

La contestation, déclenchée le 28 décembre par les commerçants du grand bazar de Téhéran en raison de la chute vertigineuse du rial, qui a perdu en un an plus de la moitié de sa valeur face au dollar, s'est rapidement étendue à tout le pays et a pris une tournure politique, avec des appels à la chute de la République islamique. L'économie iranienne est minée par les sanctions internationales, ainsi que par des années de mauvaise gouvernance et de corruption endémique. Le dossier nucléaire est dans l'impasse : les négociations sont à l'arrêt depuis plusieurs mois, privant Téhéran de toute perspective de levée des sanctions. Après des menaces répétées de Donald Trump d'intervenir militairement si la répression du mouvement de contestation en Iran se poursuivait – une répression qui aurait fait des centaines voire des milliers de morts selon les ONG -, le régime iranien a riposté lundi en faisant descendre dans les rues des milliers de ses partisans dans la capitale. Selon l'analyste iranien Hamzeh Safavi, une partie des élites du pays réfléchit aux moyens de réorienter le pouvoir vers une ligne plus modérée.

Le président américain a promis son aide aux manifestants, mais Washington hésite sur les moyens et l'objectif même d'une intervention. Lundi, la Maison Blanche avait affirmé que la possibilité de frappes aériennes pour mettre fin à la répression était toujours sur la table, mais que la diplomatie demeurait « *la première option* ». Mardi, le président américain a annoncé le gel de tout contact bilatéral et décrété la mise en place de taxes douanières punitives de 25% contre tout pays commerçant avec l'Iran. Une mesure susceptible de frapper notamment

la Chine, principale partenaire commercial de Téhéran. La Chine défendra « résolument » ses intérêts, a répondu Pékin.

En Israël, le 5 janvier, la presse a annoncé la validation, par le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, et son cabinet de sécurité, d'une opération contre l'Iran baptisée « *Iron Strike* ». Toutefois, l'État hébreu cherche à éviter toute déclaration qui pourrait offrir au régime des mollahs l'ennemi extérieur dont il a besoin pour se ressouder.

L'Union européenne est pour l'instant restée dans le registre de la condamnation évoquant cependant de possibles « *nouvelles sanctions* » contre Téhéran.

Emmanuel Macron, l'Allemand Friedrich Merz et le Britannique Keir Starmer ont appelé les dirigeants iraniens à la « *retenue* ». Le chancelier est allé un peu plus loin lundi en « *condamnant fermement la violence* » du régime.

Allié de Téhéran, Moscou poursuit sa coopération, notamment militaire, avec Téhéran, mais veille à ne pas sacrifier son rapprochement avec l'Amérique de Donald Trump sur l'autel d'un soutien plus poussé à la République islamique aux abois. En juin dernier déjà, pendant la « *guerre des Douze-Jours* » entre Israël et l'Iran, Téhéran avait appelé à la rescoufse Moscou, qui s'était contenté de bonnes paroles. Cette retenue semble toujours à l'œuvre, côté russe.

Kontildondit

Nicole Gnesotto :

Il est très difficile de savoir ce qui se passe en Iran, mais on peut tenter de cartographier le comportement des acteurs extérieurs — Chine, Russie, Israël, États-Unis, puis Turquie, Arabie saoudite, etc. — avec d'abord trois remarques générales. Premièrement, l'Iran est le centre tellurique de la planète. Ce n'est pas seulement un risque pour le Moyen-Orient : sont en jeu la sécurité maritime, le détroit d'Ormouz, la prolifération nucléaire, l'énergie (notamment le prix du pétrole) et enfin le risque proprement militaire, guerre ou pas. C'est donc un enjeu absolument majeur. Deuxièmement, tous les acteurs extérieurs adoptent aujourd'hui la même attitude : une extrême prudence. Vous l'avez dit, Philippe : Trump a menacé, puis s'est calmé dans la nuit du mercredi dernier. Troisième remarque : la démocratie et la lutte contre la dictature ne sont pas le souci numéro un des acteurs extérieurs.

À partir de là, on peut distinguer deux clans. D'un côté, deux puissances favorables au maintien du régime, au statu quo, et donc opposées à la révolution iranienne actuelle : la Chine et la Russie, mais pour des raisons différentes. La Chine regarde l'approvisionnement pétrolier : elle achète environ 1,8 million de barils par jour à l'Iran. Elle vient de perdre une grande partie de son apport vénézuélien, le Venezuela ayant les plus grandes réserves au monde. Elle a besoin que le détroit d'Ormouz reste sûr, ouvert, et demande simplement l'absence d'intervention extérieure. Pour la Chine, surtout pas de *regime change*. Même logique, mais plus complexe côté russe. Les Russes ont signé un partenariat stratégique avec l'Iran en février 2025. Ils sont en position de faiblesse dans la région : ils ont perdu la Syrie, le nouveau président syrien cherchant le rapprochement avec les États-Unis. Ils veulent préserver leur partenariat stratégique avec Téhéran, qui suppose un régime stable plutôt qu'un

gouvernement nouveau, pro-occidental ou pro-américain. Les Russes sont donc également favorables au maintien du régime, tout en veillant à ne pas fâcher les États-Unis. On a là deux puissances du statu quo.

En revanche, deux pays sont favorables au *regime change*, mais ignorent quel changement choisir : Israël et les États-Unis. Pour Israël, l'obsession est la bombe nucléaire iranienne. Toute évolution qui réduirait la menace nucléaire serait bien accueillie. Deux scénarios : le premier serait celui d'un véritable changement de régime avec un pouvoir pro-occidental, pro-américain, et c'est pourquoi la carte Reza Pahlavi, le fils du Shah, n'est pas négligeable : il est pro-américain, pro-israélien, et pourrait être une figure de transition. Mais deux réserves : son père voulait la bombe (c'est le Shah qui a commencé l'ambition nucléaire iranienne). Ce n'est donc pas le scénario favori d'Israël. Le scénario préféré d'Israël serait un chaos iranien continu mais contrôlé, « à feu doux », afin d'empêcher l'Iran de devenir une puissance majeure.

Pour les États-Unis, je crois que le rêve de Trump est de contrôler simultanément le Venezuela et l'Iran, c'est-à-dire avoir les grandes réserves de pétrole et de gaz sous houlette américaine. D'où le soutien américain à la carte du Shah. Mais Trump a été élu sur la promesse de ne plus faire d'interventions extérieures ; or, pour changer le régime iranien et y installer Reza Pahlavi, il faudrait un effort militaire considérable. Par ailleurs, il y a un risque réel de débordement régional. Les États-Unis restent donc eux aussi dans l'incertitude et le statu quo. En définitive, la seule solution doit venir de l'intérieur, en sachant que tous les acteurs extérieurs ont des ambitions pétrolières et stratégiques phénoménales.

Michaela Wiegel :

Il faut ajouter que tout ce que nous savons de la situation intérieure iranienne reste très incertain, car Internet est coupé et nous dépendons d'informations fragmentaires. Nous ne connaissons ni le nombre exact de victimes ni l'ampleur ni la continuité des protestations. Il faut également avoir conscience qu'une

opération « chirurgicale » comme celle menée par les États-Unis contre Maduro au Venezuela n'est pas transposable en Iran. S'y ajoutent des contraintes militaires : les États-Unis n'ont pas aujourd'hui de porte-avions ni de bases suffisamment proches pour une opération d'envergure.

Le cas iranien met aussi face à face les deux camps qui composent aujourd'hui le camp Trump : d'un côté, le courant MAGA, hostile aux interventions extérieures et déjà remonté depuis l'affaire vénézuélienne, et de l'autre, le courant plus interventionniste incarné par Marco Rubio. Pour l'instant, c'est le camp MAGA qui l'emporte, alors même que Trump avait appelé les Iraniens à poursuivre leur soulèvement en affirmant que l'aide était en route. On voit là une responsabilité américaine qui n'est pas assumée.

Enfin, un dernier point pour comprendre la retenue de la France — et celle, coordonnée, de l'Allemagne : Cécile Kohler et Jacques Paris sont depuis novembre 2025 en résidence surveillée à l'ambassade de France à Téhéran. À Paris, on craint que le processus de négociation pour leur libération n'échoue. L'ambassade a retiré tout le personnel non essentiel et l'inquiétude est grande, d'autant que s'est ouvert à Paris un procès contre Mahdieh Esfandiari, qui devait servir de monnaie d'échange pour obtenir leur libération.

Marc-Olivier Padis :

Pour le dire d'un mot, l'Iran est aujourd'hui très affaibli, et cet affaiblissement convient à peu près à tous ses voisins et aux grandes puissances. Affaibli parce que le régime a perdu son idéologie religieuse et révolutionnaire. Plus personne n'y croit à l'intérieur. Le système ne tient plus que par les intérêts des gardiens de la révolution, des bassidjis, de l'armée, du clergé, etc., mais sans force idéologique. Deuxièmement, l'Iran a perdu sa capacité de nuisance régionale avec l'effondrement de ce qu'on appelait l'« arc chiite », c'est-à-dire les milices subventionnées par Téhéran au Liban, en Syrie, etc. L'effondrement syrien et l'action d'Israël au Sud-Liban les ont considérablement affaiblies. Le régime n'a

toujours pas la bombe et son économie est complètement effondrée.

Cet affaiblissement convient à tout le monde : la Chine aime les alliés très faibles, elle ne cherche pas des interlocuteurs puissants. La Russie est plus ou moins proche de l'Iran, ce qui lui permet d'afficher un contre-modèle mondial, mais il y a en réalité très peu d'intérêts géopolitiques communs. Pour l'Arabie saoudite, un Iran affaibli est idéal, et elle a d'ailleurs rétabli des relations diplomatiques normales avec Téhéran malgré leur opposition idéologique. Israël, enfin, a grand intérêt au maintien d'un régime très affaibli plutôt qu'à un changement de régime imprévisible. L'Iran continue à dire que son objectif est la destruction d'Israël, ce qui permet à Israël de faire valoir une menace existentielle pour justifier une liberté d'action particulière sur la scène internationale.

La « guerre des Douze-Jours » a montré que l'Iran était incapable de répliquer aux bombardements israéliens et américains : il n'a plus de force aérienne ni de batteries antiaériennes. Le pays est complètement exposé, y compris sur le plan du renseignement. Dernier point : la situation américaine. On voit l'improductivité complète de la position de Trump consistant à se présenter comme un acteur génial et imprévisible. S'il est imprévisible, personne ne peut construire une stratégie sur sa parole. Lorsqu'il dit « *allez-y, on va vous soutenir* », c'est odieux, car cela revient à envoyer les gens à la mort. Reza Pahlavi joue d'ailleurs un rôle ambigu en appelant les Iraniens à sortir de chez eux, puis en disparaissant lorsque la répression se déclenche. On voit la nullité de la stratégie internationale de Trump : on ne peut rien construire sur un leadership qui prétend décider de tout et peut changer d'avis du jour au lendemain. Malheureusement pour le peuple iranien, le statu quo risque de se prolonger longtemps.

Antoine Foucher :

Dans le prolongement de ce qu'a dit Nicole, je voudrais insister sur l'importance symbolique mondiale de ce qui se joue aujourd'hui en Iran, sur deux points.

Premier point : 1979 est l'année où s'est libérée l'énergie islamiste dans le

monde. Au début de 1979, la révolution islamique en Iran ; à la fin de 1979, l'invasion soviétique de l'Afghanistan. C'est le début d'une période où cette énergie circule successivement en Afghanistan, dans les Balkans, au Moyen-Orient puis, en partie, en Europe. Il y aurait une importance symbolique extraordinaire à ce que le pays d'où cette énergie est partie soit renversé, et qu'en un sens le foyer s'éteigne.

Deuxième point : c'est à partir de la révolution iranienne que l'Occident a commencé à douter du caractère inéluctable de la sécularisation. On s'est demandé si l'on allait vraiment sortir de la religion, d'abord en Occident puis dans le reste du monde. C'est là que l'on a ressorti la phrase de Malraux selon laquelle « *le XXI^{ème} siècle sera religieux* ».

Et de ce point de vue, le XXI^{ème} siècle est peut-être celui d'un retour du religieux, pas seulement de l'islam mais de l'ensemble des religions, qui reprennent de la vigueur en Occident et ailleurs. Si en Iran se produisait exactement l'inverse — tout dépend de l'issue de la révolution en cours — cela pourrait modifier notre grille de lecture, non seulement pour l'Iran mais à l'échelle mondiale, en montrant que le retour du religieux n'a rien d'inéluctable, comme la sécularisation n'avait rien d'inéluctable à la fin du XX^{ème} siècle.